

Rennes le 21/12/10

COMMUNIQUE DE PRESSE

Session d'orientations budgétaires : assez de discours... passons aux actes !

« Depuis six ans, la région s'est constituée une cagnotte. Six ans pendant lesquels les grands projets bretons n'ont pas beaucoup avancé alors que les dépenses de fonctionnement ont fortement progressé », souligne Bernard MARBOEUF, conseiller régional du groupe des élus de la droite et du centre « Bretagne à venir » en introduction au débat d'Orientations budgétaires.

Bernadette MALGORN, présidente du groupe a pointé les dossiers en panne. « Sur le projet de Ligne à grande vitesse mettant Brest et Quimper à trois heures de Paris, devons nous nous contenter des vagues promesses de la majorité renvoyant le dossier à l'horizon 2025. Ce n'est pas comme cela que nous rééquilibrerons l'ouest et l'est de la Bretagne alors que les projections démographiques prévoient quatre millions d'habitants en Bretagne d'ici trente ans », insiste la conseillère régionale. « De même, je doute que la décision annoncée par la Région de refuser d'avancer les fonds sur la RN 164, fasse avancer la mise à deux fois deux voies de cette route vitale pour la Bretagne centrale ».

« Au total, les Orientations budgétaires comportent nombre de pieuses intentions, beaucoup de communication, mais nous n'y voyons pas la moindre esquisse pour la Bretagne d'un ambitieux projet économique industriel productif, exportateur, créateur de richesses et d'emplois. Nous en avons les moyens grâce à la qualité de la formation des jeunes, nos capacités d'innovation, l'esprit entrepreneurial. C'est une question de volonté politique de la Région que d'anticiper et d'accompagner cette révolution industrielle avec souplesse et réactivité » poursuit Bernadette MALGORN.

Relayant les propos de la présidente du groupe, Hervé GUELOU a évoqué l'agriculture. « Nous ne tendons pas la main pour obtenir toujours plus de subventions. Nous voulons vivre dignement de notre métier qui est un métier noble et moderne. Ce n'est pas d'un « Tro Breizh agricole » comme la majorité veut l'organiser dont nous avons besoin. Le temps du constat est terminé. Nous attendons de la Région qu'elle passe à l'action et qu'elle traite l'agriculture et l'agroalimentaire comme les autres secteurs de l'économie bretonne », déclare le conseiller régional costarmoricain.

Enfin, Delphine DAVID a salué la nouvelle gouvernance, réclamée par le groupe « Bretagne à Venir », de la future Agence Economique de Bretagne. Mais la conseillère régionale d'Ille-et-Vilaine s'interroge sur les missions de cette structure notamment au regard des compétences des services économiques de la Région et de la future Chambre régionale de commerce et d'industrie. « L'Agence devrait coller davantage aux réalités économiques de la Bretagne, il est par exemple regrettable que l'agriculture et l'agroalimentaire ne soient qu'à peine évoquées. Je m'inquiète enfin de la dérive des frais de fonctionnement de l'Agence qui vont passer de 1,6 million cette année à 2,9 millions en 2011 », conclut Delphine DAVID.

